

7. De badzone van Ohain te Lasne voorzien door bronnen (stroomgebied van de Lasne).

b) Stroomopwaartse zones :

1. De beek van Rabais (stroomgebied van de Ton) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de badzone van het meer van Rabais te Virton;
2. De beek van de Arlune (stroomgebied van de Rulles) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de badzone van Habay te Habay;
3. De Warche en de bijrivieren ervan, vanaf de badzone van het meer van Robertville te Waimies;
4. De beek van Claire-Fontaine (stroomgebied van de Piéton) vanaf zijn bron tot de badzone van het meer van Claire-Fontaine te Chapelle-lez-Herlaimont.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot aanwijzing van beschermingszones van oppervlaktewater gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME.

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen,
Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

Bijlage 4 : Zones van natuurlijk water :

1. De beek de Ronce (stroomgebied van de Salm) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Glain te Gouvy en Vielsalm;
2. De Vesder (Weser) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot juist voor het meer van de stuwdam van Eupen te Raeren;
3. De Helle (Hill) (stroomgebied van de Vesder) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de samenvloeiing met de Vesder te Eupen;
4. De Gileppe (stroomgebied van de Vesder) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot juist voor het meer van de stuwdam van de Gileppe te Jalhay en Baelen;
5. De Roer (Rur) en de bijrivieren ervan, vanaf hun bronnen tot de grèns.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot aanwijzing van beschermingszones van oppervlaktewater gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME.

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

F. 91 — 1319

**15 NOVEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicité**

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'article 200 du Code des taxes assimilées au timbre, modifié par l'arrêté royal n° 63 du 28 novembre 1939 et par la loi du 14 août 1947;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment l'article 41, § 2, et les articles 57 et 59, § 3, modifiés par le décret du 27 avril 1989;

Vu les articles 192 à 195 du même Code, modifiés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1985;

Vu les articles 218 et 318 du même Code;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 192, 3^o, f, alinéa 1^{er} du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, les mots « sans préjudice du respect de la réglementation générale sur l'affichage et la publicité, et » sont supprimés.

Art. 2. A l'article 193, 11^o du même Code, les mots « supports de publicité ou d'affichage » sont remplacés par les mots « enseignes et dispositifs de publicité ».

Art. 3. A l'article 194 du même Code, le 3° est remplacé par le texte suivant :

« 3° Les enseignes et les dispositifs de publicité ».

Art. 4. L'article 195 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 195. Les exonérations visées à l'article 192, 3° et à l'article 194, 3° et 5° ne sont pas d'application :

- 1° dans un périmètre visé à l'article 309;
- 2° dans un territoire communal ou une partie de territoire communal visé à l'article 322/12;
- 3° sur les biens immobiliers classés ou auxquels les effets du classement s'appliquent provisoirement, en vertu de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites;
- 4° sur les monuments, dans les ensembles architecturaux, dans les sites et dans les zones de protection, tels qu'ils sont définis par le décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française;
- 5° dans un périmètre de rénovation urbaine fixé en application de l'arrêté du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine;
- 6° dans les zones d'habitat d'intérêt culturel, historique ou esthétique;
- 7° dans les agglomérations situées dans les limites d'un parc naturel créé en application du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels ».

Art. 5. A l'article 218 du même Code, le 4° est abrogé.

Art. 6. L'article 318 du même Code est abrogé.

Art. 7. Il est inséré dans le Livre IV, Titre 1er du même Code, un Chapitre XVII *quinquies* rédigé comme suit :

« CHAPITRE XVII *QUINQUES*

Règlement général d'urbanisme relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicité

Article 322/26. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux enseignes et aux dispositifs de publicité à fixer sur un bien immobilier, à incorporer à celui-ci, à ancrer au sol ou dont l'appui au sol assure la stabilité et qui sont visibles depuis la voie publique.

Article 322/27. Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux dispositifs de publicité :

- 1° destinés à recevoir exclusivement des affiches apposées en exécution du présent Code ou d'autres dispositions législatives;
- 2° apposés sur un bien immobilier pour en annoncer la mise en vente ou en location;
- 3° destinés à informer des projets de construction, de reconstruction ou de transformation d'un bien immobilier, à condition qu'ils soient placés sur ce dernier;
- 4° placés à l'occasion d'une manifestation occasionnelle et temporaire d'ordre culturel, religieux, sportif ou récréatif, à condition qu'ils soient placés au plus tôt 21 jours avant la manifestation et qu'ils soient enlevés au plus tard le huitième jour qui en suit l'expiration;
- 5° destinés à informer les usagers de la route de la présence de lieux ou d'activités de tourisme;
- 6° placés par l'administration communale sur le domaine public et destinés à l'affichage libre ainsi qu'aux informations d'intérêt général;
- 7° placés sur le domaine public et intégrés au mobilier urbain.

Article 322/28. Les enseignes et les dispositifs de publicité sont interdits sur les édifices publics affectés à l'exercice du culte.

Article 322/29. Les dispositifs de publicité sont interdits :

- 1° dans les zones visées aux articles 177 à 179 et dans les réserves naturelles telles que définies par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- 2° sur les biens immobiliers qui, selon le cas :
 - a) sont classés ou auxquels les effets du classement s'appliquent provisoirement, en vertu de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites;
 - b) sont inscrits sur la liste de sauvegarde ou classés ou auxquels les effets du classement s'appliquent provisoirement, en vertu du décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française;
- 3° sur les voies de communication touristiques désignées par l'Exécutif;
- 4° sur les toitures et sur les murs gouttereaux de tout immeuble;
- 5° sur tout bien immobilier déclaré insalubre, conformément aux dispositions du Code du logement.

Article 322/30. Nul ne peut, sans un permis de bâtir, fixer une enseigne ou un dispositif de publicité sur un bâtiment, une installation ou un ouvrage existant, ou l'y incorporer.

L'alinéa 1er ne s'applique pas au placement, sur le domaine de la voirie publique, des dispositifs d'affichage et de publicité visés à l'article 192, 3°, f.

Article 322/31. Le Ministre de la Région wallonne qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions, dénommé ci-après le Ministre, arrête la composition du dossier de demande de permis relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicité.

Article 322/32. Le Ministre arrête les caractéristiques auxquelles se conforment les enseignes à établir :

- 1° dans les zones visées aux articles 177 à 179 et dans les réserves naturelles telles que définies par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- 2° sur les biens immobiliers classés ou auxquels les effets du classement s'appliquent provisoirement, en vertu de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites;
- 3° sur les monuments, dans les ensembles architecturaux et dans les sites protégés en application du décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française.

Article 322/33. Le Ministre arrête les caractéristiques auxquelles se conforment les enseignes et les dispositifs de publicité à établir :

- 1° dans un périmètre visé à l'article 309;
- 2° dans un territoire communal ou une partie de territoire communal visé à l'article 322/12;
- 3° dans une zone de protection, telle que définie par le décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française;
- 4° dans un périmètre de rénovation urbaine fixé en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine;

5° dans les zones d'habitat d'intérêt culturel, historique ou esthétique;

6° dans les agglomérations situées dans les limites d'un parc naturel créé en application du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs-naturels;

7° dans les zones noyau des zones de protection spéciale désignées par l'Exécutif en application de la directive 79/409 de la Communauté économiques européenne relative à la protection des oiseaux sauvages.

Article 322/34. Les enseignes peuvent être établies :

1° sur les pignons ou façades visibles depuis la voie publique, pour autant qu'elles n'en masquent aucune baie existante;

2° sur les versants des toitures visibles depuis la voie publique, pour autant que le niveau supérieur de l'enseigne n'excède pas le niveau du faite;

3° sur les toitures plates, pour autant que le niveau supérieur de l'enseigne n'excède pas le niveau du mur acrotère de plus de 1,5 m;

4° au sol, pour autant que le niveau supérieur de l'enseigne n'excède pas 9 mètres.

Article 322/35. Les dispositifs de publicité peuvent être établis :

1° sur les pignons des bâtiments, pour autant que :

a) ces pignons ne comprennent pas plus de deux baies;

b) ces dispositifs se situent dans un plan parallèle à celui du pignon concerné et n'en masquent pas les baies existantes;

c) les bords de ces dispositifs se situent sous le niveau des gouttières et à plus de 0,60 mètre tant du niveau du sol que des arêtes verticales du pignon concerné;

2° en étant incorporés, ancrés ou appuyés au sol, pour autant que :

a) le bord inférieur de ces dispositifs se situe à plus de 0,60 mètre du niveau du sol;

b) le bord supérieur de ces dispositifs se situe à 4 mètres maximum du niveau du sol;

c) une distance de 0,60 mètre soit maintenue entre deux dispositifs contigus ou entre un dispositif et un immeuble existant;

d) le soubassement de chaque dispositif et l'intervalle entre deux dispositifs contigus soient constitués d'un voligeage ajouré ou d'un lattage en treillis.

Article 322/36. Les règlements communaux d'urbanisme approuvés avant l'entrée en vigueur du présent chapitre sont adaptés aux prescriptions de celui-ci dans un délai d'un an.

Article 322/37. Les peines prononcées pour violation des dispositions du présent chapitre sont celles de l'article 66. »

Art. 8. L'arrêté royal du 14 décembre 1959 portant réglementation de l'affichage et de la publicité, modifié par les arrêtés du 25 novembre 1960 et du 28 juin 1963, est abrogé pour la Région wallonne.

Art. 9. Les arrêtés pris en exécution de l'arrêté royal du 14 décembre 1959 restent en vigueur jusqu'à leur abrogation par des arrêtés spécifiques ultérieurs.

Art. 10. Le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 novembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 91 — 1319

15. NOVEMBER 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Reklameschilder und Werbevorrichtungen

Aufgrund des Artikels 200 des Gesetzes über die den Stempelmarken gleichgestellten Steuern, abgeändert durch den Königlichen Erlaß Nr. 63 vom 28. November 1939 und durch das Gesetz vom 14. August 1947;

Aufgrund des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches, insbesondere der durch das Dekret vom 27. April 1989 abgeänderten Artikel 41, § 2, Artikel 57 und 59, § 3;

Aufgrund der durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Januar 1985 abgeänderten Artikel 192 bis 195 desselben Gesetzbuches;

Aufgrund der Artikel 218 und 318 besagten Gesetzbuches;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, Forschung, Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. In Artikel 192, Punkt 3, f, Absatz 1 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches sind die Wörter « Unbeschadet der Einhaltung der allgemeinen Vorschriften über Anschläge und Werbung und » zu streichen.

Art. 2. In Artikel 193, Punkt 11 desselben Gesetzbuches werden die Wörter « Werbe- und Anschlagsvorrichtungen » durch die Wörter « Reklameschilder und Werbevorrichtungen » ersetzt.

Art. 3. In Artikel 194 desselben Gesetzbuches wird der Punkt 3 durch den folgenden Text « 3. Die Reklameschilder und Werbevorrichtungen » ersetzt.

Art. 4. Artikel 195 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmungen ersetzt :

Artikel 195. Die in Artikel 192, Punkt 3 und in Artikel 194, Punkte 3 und 5 erwähnten Befreiungen finden keine Anwendung :

1° in einem in Artikel 309 erwähnten Gebiet;

- 2° in einem in Artikel 309 erwähnten Gemeindegebiet oder Gemeindegebietsteil;
- 3° auf die unter Denkmalschutz stehenden Gebäude oder diejenigen, auf welche die Unterschutzstellung aufgrund des Gesetzes vom 7. August 1931 über Denkmal- und Landschaftschutz provisorisch Wirkung hat;
- 4° auf die Denkmäler, architektonischen Komplexe, Landschaften und die Schutzgebiete, so wie sie durch das Dekret vom 17. Juli 1987 über den Schutz des kulturellen Immobilienvermögens der Französischen Gemeinschaft bestimmt sind;
- 5° in einem, in Anwendung des Erlaßes vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen, bestimmten Stadterneuerungsgebiet;
- 6° in den Wohngebieten von kultureller, historischer oder ästhetischer Bedeutung;
- 7° in den innerhalb eines in Anwendung des Erlaßes vom 16. Juli 1985 über Naturparks errichteten Naturparks gelegenen Agglomerationen.

Art. 5. In Artikel 218 desselben Gesetzbuches wird der Punkt 4 aufgehoben.

Art. 6. Artikel 318 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 7. In Buch IV, Titel 1 desselben Gesetzbuches wird ein wie folgt abgefasstes Kapitel XVII *Quinquies* eingefügt :

* KAPITEL XVII *QUINQUIES*

Allgemeine Städtebauordnung über Reklameschilder und Werbevorrichtungen

Artikel 322/26. Die Vorschriften des vorliegenden Kapitels gelten für die Reklameschilder und die Werbevorrichtungen, die an Immobilien zu befestigen, in diese einzubauen, im Boden zu verankern sind, oder für diejenigen, deren Stabilität durch die Stützung auf dem Boden gesichert wird und die von der öffentlichen Strasse aus sichtbar sind.

Artikel 322/27. Die Vorschriften des vorliegenden Artikels gelten nicht für die Werbevorrichtungen, die :

- 1° ausschließlich für Plakate bestimmt sind, die in Ausführung des vorliegenden Gesetzbuches oder anderer gesetzlicher Vorschriften angeschlagen werden;
- 2° auf einem Grundstück oder an einem Gebäude aufgestellt bzw. angebracht sind, um darauf hinzuweisen, daß selbiger zu verkaufen bzw. zu vermieten ist (Hinweisschild);
- 3° dazu bestimmt sind, über Projekte zum Bau, Wiederbau oder Umbau eines Gebäudes zu informieren, insofern sie auf demselben aufgestellt sind;
- 4° anlässlich einer gelegentlichen und vorläufigen kulturellen, religiösen, sportlichen oder unterhaltenden Veranstaltung aufgestellt werden, insofern sie wenigstens 21 Tage vor der Veranstaltung aufgestellt und spätestens am 8 Tage nach deren Ende entfernt werden;
- 5° bestimmt sind, die Straßenbenutzer über Fremdenverkehrsorte und -tätigkeiten zu informieren;
- 6° durch die Gemeindeverwaltung auf öffentlichem Eigentum ausgestellt sind, und die für die freie Plakatierung und für gemeinnützige Mitteilungen bestimmt sind;
- 7° auf öffentlichem Eigentum aufgestellt sind und in die Straßenausstattung einbezogen sind.

Artikel 322/28. Reklameschilder und Werbevorrichtungen an bzw. auf Bauten, die zu kultischen Zwecken dienen, sind verboten.

Artikel 322/29. Die Werbevorrichtungen sind verboten :

- 1° in den in Artikeln 177 bis 179 bezeichneten Zonen und in den Naturreservaten, so wie sie durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über den Naturschutz bestimmt sind;
- 2° auf den Immobilien, die je nachdem :
 - a) unter Denkmalschutz gestellt sind, oder auf welche die Wirkung der Unterschutzstellung aufgrund des Gesetzes vom 7. August 1931 über Denkmal- und Landschaftschutz vorläufig Anwendung findet;
 - b) in die Schutzliste eingetragen oder unter Denkmalschutz gestellt sind, oder auf welche die Wirkung der Unterschutzstellung aufgrund des Erlaßes vom 17. Juli 1987 über den Schutz des kulturellen Immobilienvermögens der Französischen Gemeinschaft vorläufig Anwendung findet;
- 3° auf den durch die Exekutive bestimmten Fremdenverkehrswegen;
- 4° auf den Dächern und an den mit Traufen gekrönten Mauern aller Gebäude;
- 5° auf jedem Gebäude, das gemäß den Bestimmungen des Wohnungsgesetzbuches für ungesund erklärt worden ist.

Artikel 322/30. Keiner darf ohne Baugenehmigung Reklameschilder oder Werbevorrichtungen an bestehenden Gebäuden, Anlagen oder an Bauwerken befestigen oder in dieselben einbauen.

Des Absatz 1 findet keine Anwendung auf die Aufstellung der in Artikel 192, Punkt 3 bezeichneten Reklameschilder und Werbungsanlagen auf den öffentlichen Straßen.

Artikel 322/31. Der Minister der Wallonischen Region, der mit der Raumordnung beauftragt ist, nachstehend genannt Minister, legt die Zusammensetzung der Genehmigungsakte über die Reklameschilder und die Werbevorrichtungen fest.

Artikel 322/32. Der Minister beschließt die Besonderheiten, denen die aufzustellenden Reklameschilder entsprechen müssen :

- 1° in den in Artikel 177 bis 179 bezeichneten Zonen und in den Naturreservaten, so wie sie in Gesetz vom 12. Juli 1973 über den Naturschutz bestimmt sind;
- 2° auf den unter Denkmalschutz gestellten Immobilien, oder auf diejenigen die Wirkung der Unterschutzstellung aufgrund des Gesetzes vom 7. August 1931 über die Erhaltung der Denkmäler und Landschaften vorläufig Anwendung findet;
- 3° auf den Denkmälern, in den architektonischen Komplexen und den geschützten Landschaften, in Ausführung des Dekrets vom 17. Juli 1987 über den Schutz des kulturellen Immobilienvermögens der Französischen Gemeinschaft.

Artikel 322/33. Der Minister beschließt die Besonderheiten, denen die anzubringenden Reklameschilder und Werbevorrichtungen entsprechen müssen :

- 1° in einem in Artikel 309 erwähnten Umkreis;
- 2° in einem in Artikel 322/12 erwähnten Gemeindegebiet oder Gemeindegebietsteil;
- 3° in einer Schutzzone, so wie sie im Dekret vom 17. Juli 1987 über den Schutz des kulturellen Immobilienvermögens der Französischen Gemeinschaft bestimmt ist;

4° in einem, in Anwendung des Erlaßes der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen bestimmten Stadterneuerungsgebiet;

5° in den Wohngebieten von kultureller, historischer oder ästhetischer Bedeutung;

6° in den Agglomerationen, welche innerhalb eines in Anwendung des Erlaßes vom 16. Juli 1985 über die Naturparks errichteten Naturparks gelegenen sind;

7° in den Zonen, die im Zentrum der durch die Exekutive in Anwendung der Richtlinie Nr. 79/409 der Europäischen Gemeinschaft über den Schutz der wildlebenden Vögel, erwähnten Schutzgebiete gelegen sind.

Artikel 322/34. Die Reklameschilder können angebracht bzw. aufgestellt werden :

1° an den bzw. auf den von der öffentlichen Straße aus sichtbaren Giebeln oder Fassaden, insofern sie keine bestehende Fenster versperren;

2° auf den Seiten der von der öffentlichen Straße aussichtbaren Dächer, insofern die Oberkante der Reklameschilder nicht höher ist als der Dachfirst;

3° auf den Flachdächern, insofern die Oberkante der Reklameschilder die Akroteriummauer nicht mehr als um 1,5 m überragt.

4° auf dem Boden, insofern die Oberkante der Schilder nicht höher ist als 9 m.

Artikel 322/35. Werbevorrichtungen können angebracht werden :

1° an den Giebeln der Gebäude, insofern :

a) diese Giebel nicht mehr als zwei Fenster haben;

b) diese Vorrichtungen sich auf einer Ebene befinden, die parallel zum Giebel ist und dessen bestehende Fenster nicht versperren;

c) die Kanten dieser Vorrichtungen sich unter dem Dachrinnenniveau und mehr als 0,60 m sowohl über den Bodenniveau als auch unter den Vertikalgraten des betroffenen Giebels befinden;

d) die Gesamtfläche dieser Vorrichtungen nicht grösser ist als ein Drittel der Fläche des betroffenen Giebels.

2° in dem eingebaut, im Boden verankert werden und auf dem Boden stützen, insofern :

a) der Abstand zwischen der Unterkante dieser Vorrichtungen und dem Bodenniveau grösser ist als 0,60 m;

b) die Oberkante besagter Vorrichtungen sich höchstens 4 m vom Bodenniveau befindet;

c) ein Abstand von 0,60 m zwischen zwei aneinandergrenzenden Vorrichtungen oder zwischen einer Vorrichtung und einem bestehenden Gebäude gehalten wird;

d) der Sockel jeder Anlage und der Abstand zwischen zwei aneinandergrenzenden Vorrichtungen aus einer gelochten Schalung oder einer Gitterbelattung besteht.

Artikel 322/36. Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Kapitels genehmigten städtebaulichen Gemeindevorschriften werden innerhalb einer Frist von einem Jahr den Bestimmungen dieses Kapitels angepasst.

Artikel 322/37. Die verhängten Strafen wegen Verletzung der Vorschriften des vorliegenden Kapitels sind diejenigen des Artikels 66.

Art. 8. Der Königliche Erlaß vom 14. Dezember 1950 zur Regelung der Anschlagwesens und der Werbung; abgeändert durch die Königlichen Erlaße vom 25. November 1960 und vom 28. Juli 1963, wird für die Wallonische Region aufgehoben.

Art. 9. Die in Durchführung des Königlichen Erlaßes vom 14. Dezember 1959 herausgegebenen Erlaße gelten bis ihre Aufhebung durch spätere spezifische Erlasse.

Art. 10. Der Minister, der mit der Raumordnung beauftragt ist, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlaßes beauftragt.

Nämur, den 12. November 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung,
der Forschung, der Technologien, der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

VERTALING

N. 91 — 1319

**15 NOVEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
met betrekking tot de uithang- en de reclameborden**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op artikel 200 van het Wetboek van de met het zegel gelijkgestelde taxen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 63 van 28 november 1939 en bij de wet van 14 augustus 1947;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, met name op artikel 41, § 2, en op de artikelen 57 en 59, § 3, gewijzigd bij het decreet van 27 april 1989;

Gelet op de artikelen 192 tot 195 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1985;

Gelet op de artikelen 218 en 318 van hetzelfde Wetboek;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 192, 3°, f, alinea 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw worden de bewoordingen « Onverminderd de naleving van de algemene reglementering op het aanplakken en op de reclame, en » geschrapt.

Art. 2. In artikel 193, 11°, van hetzelfde Wetboek worden de bewoordingen « reclame- of aanplakborden » door de bewoordingen « uithang- en reclameborden » vervangen.

Art. 3. In artikel 194 van hetzelfde Wetboek wordt punt 3° vervangen door volgende tekst :

3° De uithang- en reclameborden ».

Art. 4. Artikel 195 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 195. De in artikel 192, 3° en in artikel 194, 3° en 5° bedoelde vrijstellingen zijn niet van toepassing :

1° binnen een in artikel 309 bedoelde omtrek;

2° op een in artikel 322/12 bedoeld gemeentelijk grondgebied of een gedeelte ervan;

3° op de op de monumentenlijst geplaatste onroerende goederen of op degenen waarop de gevolgen van de classificatie krachtens de wet van 7 augustus 1931 op de instandhouding van de monumenten en de landschappen voorlopig van toepassing zijn;

4° op de monumenten, de architecturale gehelen, de landschappen en de beschermingszones, zoals bepaald bij het decreet van 17 juli 1987 betreffende de bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

5° binnen een omtrek van stadsvernieuwing bepaald overeenkomstig het besluit van 6 december 1985 betreffende de toekenning van toelagen door het Gewest voor de uitvoering van stadsvernieuwingsoperaties;

6° binnen de woongebieden met een cultureel, historisch en esthetisch belang;

7° in de agglomeraties gelegen binnen de grenzen van een natuurpark opgericht overeenkomstig het decreet van 18 juli 1985 betreffende de natuurparken ».

Art. 5. Punt 4° van artikel 218 van hetzelfde Wetboek is opgeheven.

Art. 6. Artikel 318 van hetzelfde Wetboek is opgeheven.

Art. 7. In Boek IV, Titel 1 van hetzelfde Wetboek, wordt een als volgt opgesteld Hoofdstuk *XVIIquinquies* ingelast :

* HOOFDSTUK XVIIQUINQUIES.

Algemeen stedenbouwweglement betreffende de uithang- en de reclameborden

Artikel 322/26. De bepalingen van onderhavig hoofdstuk zijn van toepassing op de vanaf de openbare weg zichtbare uithang- en reclameborden bestemd om op een onroerend goed te worden bevestigd, er te worden ingebouwd, aan de grond te worden vastgehecht of waarvan de stabiliteit verzekerd wordt door het feit dat zij op de grond steunen.

Artikel 322/27. De bepalingen van onderhavig hoofdstuk zijn niet van toepassing op de reclameborden :

1° uitsluitend bestemd voor het aanplakken van aanplakbiljetten in uitvoering van onderhavig Wetboek of andere wetsbepalingen;

2° geplaatst op een onroerend goed om er de verkoop of het verhuren van aan te kondigen;

3° bestemd voor informatie over bouw-, wederopbouw- of verbouwingsprojecten betreffende een onroerend goed, op voorwaarde dat zij op dito goed geplaatst worden;

4° geplaatst ter gelegenheid van een tijdelijke manifestatie van culturele, godsdienstige, sportieve of ontspannende aard, op voorwaarde dat zij ten vroegste eenentwintig dagen vóór de manifestatie geplaatst worden en ten laatste op de achtste dag na haar afloop weggehaald worden;

5° bestemd om de weggebruikers in te lichten over de aanwezigheid van toeristische oorden of activiteiten;

6° geplaatst door het gemeentebestuur op het openbaar domein en bestemd voor het vrij aanpakken alsook voor informatie van algemeen nut;

7° geplaatst op het openbaar domein en opgenomen in het stadsmeubilair.

Artikel 322/28. De uithang- en reclameborden zijn verboden op de voor godsdienstoefening bestemde openbare gebouwen.

Artikel 322/29. De reclameborden zijn verboden :

1° in de gebieden bedoeld in de artikelen 177 tot 179 en in de natuurreservaten zoals bepaald door de wet van 12 juli 1973 op de natuurbescherming;

2° op de onroerende goederen die, al naar gelang het geval :

a) op de monumentenlijst geplaatst zijn of waarop de gevolgen van de classificatie krachtens de wet van 7 augustus 1931 op de instandhouding van de monumenten en de landschappen voorlopig van toepassing zijn;

b) op de beschermingslijst opgenomen of op de monumentenlijst geplaatst zijn of waarop de gevolgen van de classificatie krachtens het decreet van 17 juli 1987 houdende bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap voorlopig van toepassing zijn;

3° op de door de Executieve aangeduide toeristische verbindingswegen;

4° op de daken en de gootmuren van ieder gebouw;

5° op ieder overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van Huisvesting onbewoonbaar verklaard onroerend goed.

Artikel 322/30. Niemand mag zonder bouwvergunning een uithang- of een reclamebord op een gebouw, een installatie of een bestaand werk bevestigen, noch het er inbouwen.

Alinea 1 is niet van toepassing op de plaatsing, op het domein van de openbare wegen, van de in artikel 192, 3°, f, bedoelde aanplak- en reclameborden.

Artikel 322/31. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid Ruimtelijke Ordening behoort, hierna de Minister genoemd, bepaalt de samenstelling van het dossier van de vergunningsaanvraag betreffende de uithang- en de reclameborden.

Artikel 322/32. De Minister bepaalt de kenmerken waarmee de te plaatsen uithangborden in overeenstemming dienen te zijn :

1° in de gebieden bedoeld in de artikelen 177 tot 179 en in de natuurreservaten zoals bepaald bij de wet van 12 juli 1973 op de instandhouding van de natuur;

2° op de onroerende goederen die op de monumentenlijst zijn geplaatst of waarop de gevolgen van de classificatie krachtens de wet van 7 augustus 1931 op de instandhouding van de monumenten en de landschappen voorlopig van toepassing zijn;

3° op de monumenten, in de architecturale gehelen en in de beschermde landschappen overeenkomstig het decreet van 17 juli 1987 betreffende de bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap.

Artikel 322/33. De Minister bepaalt de kenmerken waarmee de uithang- en reclameborden in overeenstemming dienen te zijn en die geplaatst moeten worden :

1° in een in artikel 309 bedoelde omtrek;

- 2° op een gemeentelijk grondgebied of op een deel ervan bedoeld in artikel 322/12;
- 3° in een beschermingszone, zoals bedoeld bij het decreet van 17 juli 1987 betreffende de bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap;
- 4° in een stadsvernieuwingsomtrek bepaald overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 betreffende de toekenning van toelagen door het Gewest voor de uitvoering van stadsvernieuwingsoperaties;
- 5° in de woongebieden met een cultureel, geschiedkundig of esthetisch belang;
- 6° in de agglomeraties gelegen binnen de grenzen van een natuurreservaat opgericht overeenkomstig het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken;
- 7° in de kerngebieden van de bijzondere beschermingszones door de Executieve aangeduid bij toepassing van de verordening 79/409 van de EG betreffende de bescherming van de wilde vogels.

Artikel 322/34. De uithangborden mogen bevestigd worden :

- 1° op de vanaf de openbare weg zichtbare puntgevels en gevels, voor zover zij er geen enkele bestaande muuropening van verbergen;
- 2° op de vanaf de openbare weg zichtbare dakhellingen, voor zover hun bovenkant niet boven de top van het dak uitsteekt;
- 3° op de vlakke daken, voor zover de bovenkant van het uithangbord niet met meer dan 1,50 m boven de top van de acroteriemuur uitsteekt;
- 4° op de grond, voor zover het uithangbord niet hoger is dan 9 meter.

Artikel 322/35. De reclameborden mogen geplaatst worden :

- 1° op de puntgevels van de gebouwen, voor zover :
 - a) die puntgevels niet meer dan twee muuropeningen bedragen;
 - b) die borden zich in een evenwijdig plan bevinden met dat van de betrokken puntgevel en er de bestaande muuropeningen niet van verbergen;
 - c) de randen van die borden zich onder het niveau van de dakgoten bevinden en op meer dan 0,60 m zowel van de grond als van de verticale ribben van de betrokken puntgevel;
 - d) de totale oppervlakte van de borden niet meer dan één derde van de oppervlakte van de betrokken puntgevel bedraagt;
- 2° door op de grond bevestigd te zijn, eraan vastgeankerd te zijn of erop te steunen, voor zover :
 - a) de onderkant van die borden zich op meer dan 0,60 m van de grond bevindt;
 - b) de bovenkant van die borden zich op hoogstens 4 meter van de grond bevindt;
 - c) een tussenruimte van 0,80 m behouden blijft tussen twee aangrenzende borden of tussen een bord en een bestaand gebouw;
 - d) de onderbouw van ieder bord en de tussenruimte tussen twee aangrenzende borden uit een opengewerkte bebording of uit een latwerk gemaakt zijn.

Artikel 322/36. De gemeentelijke stedenbouwwegementen, goedgekeurd voor de inwerkingtreding van onderhavig hoofdstuk, worden binnen een termijn van één jaar aan diens bepalingen aangepast.

Artikel 322/37. De straffen uitgesproken wegens overtreding van de bepalingen van onderhavig hoofdstuk zijn degenen van artikel 66 ».

Art. 8. Het koninklijk besluit van 14 december 1959 houdende reglementering van het aanplakken en de reclame, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 november 1960 en 28 juni 1963, is voor het Waalse Gewest opgeheven.

Art. 9. De in uitvoering van het koninklijk besluit van 14 december 1959 genomen besluiten blijven van kracht tot zij door latere specifieke besluiten opgeheven worden.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid Ruimtelijke Ordening behoort, is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 15 november 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

F. 01 — 1320

12 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant création des grades de médecin en chef-directeur, de géologue en chef-directeur, d'inspecteur médecin principal, d'inspecteur médecin, d'adjoint technique de 1ère classe, de photographe, de graphiste, de premier commis-chef et de chef-opérateur au sein du Ministère de la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié par les arrêtés ultérieurs;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié par les arrêtés ultérieurs;

Vu l'avis du Conseil de direction;